

Regards sur “la bataille de la production” (septembre 1944-avril 1946)

Alors qu'à partir de l'été 1944 les troupes nazies reculent en combattant durement, la France constate ses dénuements. Le pays saigné à blanc quatre années durant est épuisé. Certes, l'enthousiasme patriotique l'emporte quelque temps, mais les lourdes réalités s'imposent bientôt: pouvoir d'achat effondré, ravitaillement désastreux, pénuries de toutes sortes... forment le quotidien du peuple. Alors que l'État doit se reconstruire, les enjeux de démocratie pèsent lourd, et les collaborateurs de divers types s'efforcent d'échapper au juste châtement qu'ils méritent avant de redresser la tête. C'est dans ce contexte que la CGT décide d'engager toutes ses forces dans ce que l'on va appeler « la bataille de la production ».

Les dégâts de guerre ont été très importants. La production industrielle a lentement décliné au cours des années d'occupation : au début de 1944, elle n'atteint que 55 % de son niveau de 1938 et, de surcroît, le matériel industriel a vieilli faute de renouvellement et par insuffisance d'entretien. Les destructions provoquées par les bombardements et sabotages de la période de la Libération ont ajouté aux difficultés. Dans les ports, les dégâts matériels sont considérables (80 % des quais sont détruits), les chantiers navals, les raffineries de pétrole, les usines chimiques, les cimenteries... ont été durement touchés. La flotte commerciale française qui jaugeait 2 952 000 tonneaux en 1939 n'en jauge plus que 850 000. Les deux tiers des cargos et les trois quarts des pétroliers sont détruits. Au cours de l'été 1944, les transports ont été à peu près complètement paralysés par les actions des guérillas. En novembre-décembre 1944, l'indice de la production industrielle se situe à environ 35 pour une base 100 en 1938. Mais la situation de guerre a engendré d'autres conséquences. Non seulement le pays a été mis en coupe

réglée par le système hitlérien (en 1944, 87 % des exportations françaises vont vers l'Allemagne), mais les réseaux commerciaux avec l'étranger (y compris avec les territoires de l'Empire colonial) ont souvent été coupés et les commerçants français ont été remplacés. La puissance étatsunienne domine désormais les économies. Le franc est affaibli. Les pertes en capitaux placés à l'étranger sont considérables.

La France libre avait-elle vraiment conscience de cette situation et avait-elle préparé des réponses ? Le Comité général d'études avait, certes, à la veille de la Libération, produit quelques documents ⁽¹⁾, mais l'ensemble ne paraît pas avoir constitué la base d'une doctrine propre à encadrer la période. On notera pour mémoire que le Conseil national de la Résistance, dans son programme, était resté dans des formulations très générales, telle la nécessité de recourir à des mesures économiques structurelles, caractérisées par « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie » et « le retour à la nation des grands moyens

(1) *Bellescize (Diane de), Les Neuf Sages de la Résistance. Le Comité général d'études dans la clandestinité, Plon 1979, 302 p.*



DR / IHS-CGT

Reconstruction du viaduc d'Argenteuil, 18 mai 1945.

de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques». Sous ces remarques, il convient de saisir dans quelles circonstances est lancée « la bataille de la production » et la signification qu'elle revêt dans un premier temps. De ce point de vue, le rapport que Benoît Frachon présente, le 10 septembre 1944, devant l'assemblée des cadres syndicaux de la région parisienne est d'une très haute importance politique ⁽²⁾. Quinze jours à peine après l'insurrection parisienne victorieuse, celui qui s'affirme, en filiation avec le rôle considérable qui a été le sien au cours des années noires, comme le véritable secrétaire général de la CGT, trace les principaux contours de la période et indique la voie à suivre. Bien sûr, les questions immédiates liées à la continuation de la guerre conduisent à poser les problèmes de la production sous cet éclairage: « A ces combattants [les FFI], il faut donner des armes. Les ouvriers français ont hâte de leur en fabriquer. Ils sont prêts à tous les efforts, à tous les sacrifices pour doter notre armée nationale du matériel dont elle a besoin. » Et cet effort immédiatement nécessaire est placé sous la menace des « saboteurs » et, plus généralement, de ceux qui, pris dans la routine, se montrent « pessimistes » et « découragent les bonnes volontés ». Plus généralement, il faut « châtier les traîtres » et « épurer les entreprises ». L'objectif est de « faire renaître l'économie française », car l'enjeu politique est aussi celui de l'indépendance, et des nationalisations sont dans ce but nécessaires (transports, marine marchande, aviation commerciale). Benoît Frachon, s'il définit comme décisive la responsabilité de la classe ouvrière dans le domaine de la reconstruction du pays, n'en oublie pas le lourd contentieux social existant. Il faut

« satisfaire les légitimes revendications de la classe ouvrière », car celle-ci « sera à la base du redressement [du pays], comme elle fut à l'origine de la lutte pour la libération en France ». Il demande l'application des lois sociales de 1936, bien malmenées au cours de la guerre, insistant notamment sur l'indispensable augmentation des salaires, légalement bloqués depuis 1939, et le retour à la majoration des heures supplémentaires. Sur cette question, il rappelle le principe fondant depuis toujours la revendication syndicale: le patron ne doit prélever aucun bénéfice sur les heures qui dépassent le temps légal de travail, la majoration devant être considérée comme la part de bénéfice patronal. En avril 1946, dans le rapport d'activité qu'il présente devant le 26^e Congrès de la CGT, Benoît Frachon indiquera que, si cette orientation a été lancée au nom du bureau confédéral, « nous étions peu nombreux [...] à tenir un tel langage ». Voilà, en effet, la classe ouvrière installée aux avant-postes des combats de la période complexe qui s'ouvre. Quelle va donc être la traduction concrète de l'orientation qui vient d'être énoncée ?

Les obstacles

Douze jours à peine après le cadrage stratégique présenté devant les responsables syndicaux de la région parisienne, le secrétaire général de la CGT publie dans *l'Humanité* un papier d'alarme qui pointe l'inertie de l'État ⁽³⁾: « Les Français ne sentent pas dans l'appareil d'État la fièvre et l'ardeur qui devraient présider à la reconquête économique. Tout traîne désespérément, et cette lenteur les inquiète. » Et Frachon de relever, sur fond d'indulgence à l'égard d'hommes de Vichy toujours en place et de persistance de comportements bureaucratiques,

(2) « Achever victorieusement la guerre, reconstruire notre économie » in *La Bataille de la production rassemblant les rapports, articles et discours de Benoît Frachon (Editions sociales, avril 1946)*. Le texte figure aussi dans le tome premier du recueil *Au rythme des jours (ARJ dans la suite de l'article)*, publié par les Editions sociales en 1973.
(3) *l'Humanité* du 26 septembre 1944. Article intitulé « Ça ne tourne pas rond ».

La « une » de La Vie ouvrière, n° 86, du 27 avril 1946.



COLLECTION IHS-CGT

(4) La Vie ouvrière, n° du 5 octobre 1944.
 (5) Un extrait du rapport présenté par Benoît Frachon à cette conférence est publié dans ARJ, (pp. 60-70), sous le titre: « Il faut gagner la bataille de la production ».
 (6) ARJ, pp. 75-90.
 (7) La conférence de Postdam s'est réunie du 17 juillet au 2 août 1945. Elle a défini les conditions politiques de l'après-guerre.
 (8) Trempé (Rolande), Les Trois Batailles du charbon (1936-1947), La Découverte/Textes à l'appui, 1989, 256 p.
 (9) Lors du congrès de la Fédération du sous-sol, réuni à Lens les 9 et 10 décembre 1944, Nestor Calonne, secrétaire général du syndicat du Pas-de-Calais, déclare ainsi: « Il faut, devant les sacrifices inouïs de l'armée rouge et des armées alliées, que nous nous mobilisions. Mobilisation totale, oui, pour finir la guerre en tant que grande nation. Toute notre corporation l'a compris. »

bien des dysfonctionnements et incohérences dans de multiples secteurs d'activité auxquels se confrontent les travailleurs, qui « dans certains cas ont su résoudre les problèmes que les bureaux [trouvaient] insolubles ». Le politique domine la période et des initiatives doivent être prises dans ce domaine. En octobre, le ton se durcit: il faut « procéder à la réquisition immédiate [des biens des traîtres] précédant la confiscation au profit de la nation »⁽⁴⁾. En tout cas, l'orientation de bataille de la production est considérée comme centrale, la CGT affirmant un grand intérêt à la « reprise économique », ainsi qu'en témoigne, le 12 novembre 1944, l'organisation, à l'initiative de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne, d'une conférence sur le sujet⁽⁵⁾. Aux éléments déjà exposés depuis deux mois (manque de sentiment patriotique, administration gangrenée, épuration non engagée et, en contre-tendance, les initiatives des masses), Frachon ajoute l'absence totale d'un plan général d'utilisation des ressources et lance le mot d'ordre: « Gagner la bataille de la production est aussi important que d'avoir gagné la bataille de la Libération. » Ces expressions, qui sont formulées au cours des trois premiers mois qui suivent la libération de Paris dans le contexte d'une guerre qui se poursuit, forment, en définitive, un argumentaire d'assez longue période, ainsi que le montre l'analyse présentée le 27 mars 1945 par Benoît Frachon devant le Comité confédéral national de la CGT et que synthétise son intitulé: « L'unité pour l'effort de guerre, la reprise économique, les revendications ouvrières et la renaissance française »⁽⁶⁾. Désormais, l'orientation portée par « la bataille de la production » prend une consistance globale: pour la classe ouvrière, devoir national et devoir de classe se recouvrent, et les bénéfices tirés de la reprise économique doivent renforcer les dynamiques démocratiques possibles dans la période. Sur le fond, la reprise économique doit

non seulement permettre de relever le niveau de vie des travailleurs, mais de tirer, à partir de l'industrie, une relance de la production agricole et provoquer des conséquences vertueuses en chaîne réduisant la disproportion entre la masse des marchandises existantes et la masse monétaire. Ce processus est considéré comme capable de renforcer l'alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie et les couches petites-bourgeoises qui fonde la base indispensable d'une consolidation démocratique de la société. À ces données « intérieures » s'ajoutent des éléments de politique extérieure découlant des accords de Postdam⁽⁷⁾, et plus particulièrement la livraison des réparations et l'obtention de crédits extérieurs diversifiés non uniquement fondés sur l'aide américaine. On le mesure, « la bataille de la production » pose la plupart des problèmes du moment et dessine les caractéristiques de l'affrontement des classes qui va inmanquablement se produire. Les capitalistes ne peuvent consentir à un relèvement de l'économie construit sur des logiques démocratiques. Pour eux, la production ne peut se développer qu'en se fondant sur un accroissement de l'exploitation et le recours prioritaire au crédit étranger, c'est-à-dire essentiellement états-unien. Sous cette logique, les augmentations de salaire doivent être minimales et les nationalisations limitées aussi bien dans leur nombre que dans leur contenu. Ces orientations vont se heurter aux revendications ouvrières et s'insérer dans le contexte compliqué de la reconstruction de la légalité républicaine et des ajustements institutionnels qui vont en découler. Autant dire que la longue séquence de « la bataille de la production » ne prend sens que dans le déroulement des affrontements sociaux et politiques de la période.

Patriotisme, intérêt de classe, intérêt national

Sous quelles motivations s'est réalisée « la bataille de la production »? On vient d'en dire les raisons objectives: le besoin de redresser le pays, de créer ainsi les conditions de la satisfaction des revendications ouvrières tout en assurant l'indépendance nationale. Dans l'ouvrage qu'elle a consacré aux « batailles du charbon »⁽⁸⁾, Rolande Trempé indique que, s'agissant des mineurs, deux ressorts furent mobilisés: le sentiment patriotique, dans un premier temps⁽⁹⁾, puis l'intérêt de classe qui se confond désormais avec l'intérêt national. Ces deux thèmes sont d'emblée présents dans les discours de lancement de l'orientation. On les trouve aussi bien dans les interventions de Benoît Frachon que dans celles de Maurice Thorez, autrement dit, dans les orientations de la CGT et du Parti communiste français. Sans multiplier les occurrences, citons, à propos d'« intérêt de classe/intérêt national », les propos tenus par Benoît Frachon en février 1946: « Et puis vous travaillez pour la nation et non pour les actionnaires des compagnies. C'est plus facile de travailler ainsi. Quand on a la conviction de travailler pour une grande chose, la fatigue est moins grande. Nos congrès, autrefois, étaient des congrès de combat contre le gouvernement, très souvent

contre les pouvoirs établis, contre les capitalistes qui nous exploitaient. Aujourd'hui, notre congrès comme notre fédération ne sont plus quelque chose en dehors de la nation, ils sont liés par toute leur fibre à la nation.» Maurice Thorez avait, sept mois plus tôt, le 21 juillet 1945, devant les cadres communistes réunis à Waziers, abondé dans le même sens, déclarant : « Le charbon : c'est le problème le plus important à l'heure actuelle... Sans l'augmentation de notre production, pas de réforme économique, pas de relèvement individuel, pas de renaissance nationale. Produire et encore produire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français. » Ces incitations régulièrement répétées à développer « la bataille de la production » témoignent du besoin de mobiliser



DR / IHS-CGT

Pénurie de pain à Paris, 1946.

alors que la situation alimentaire, sanitaire et, bientôt, morale du pays est très mauvaise. Car la question est d'emblée posée de la capacité à combiner un effort productif augmenté avec la situation dégradée des travailleurs et une force de travail encore très affaiblie en raison des millions d'hommes et de femmes qui, absents de France, font défaut et dont les grands retours ne se produiront qu'au printemps 1945. Autant de questions qui surgiront avec force au cours de l'été et l'automne 1945 et alimenteront un débat interne à la CGT, qui va notamment s'exprimer à l'occasion du 26^e Congrès de la centrale, convoqué au printemps 1946.

La crise sociale de l'année 1945, sa signification et ses enjeux

Les conditions de vie très difficiles ont globalement été acceptées par la classe ouvrière tant que durait la guerre, mais la fin du conflit ouvre une période nouvelle. Certes, chacun en a conscience, tout ne devient pas possible tout de suite, mais des mesures économiques et sociales doivent être prises d'urgence, notamment dans le domaine des salaires et du ravitaillement. L'augmentation des salaires de septembre 1944 s'est révélée dérisoire et, au début de l'année 1945, salaires et ravitaillement concentrent les colères. Le ministre du Ravitaillement, Paul Ramadier, est sévèrement contesté. Dans la région lyonnaise, depuis février, des grèves locales se sont multipliées et, le 16 mai, quatre à cinq mille manifestants ont envahi le bureau du commissaire de la République. Dans la Loire, sans doute stimulée par l'exemple lyonnais, on observe une flambée de grèves souvent très brèves suivies, le 23 mai, d'une grève générale départementale accompagnée de manifestations massives dans de nombreuses localités du département⁽¹⁰⁾. Quelle a été l'attitude de la CGT dans cette période ?

Intervenant devant le comité central du parti communiste le 18 mai 1945, Benoît Frachon déclare : « Depuis huit mois nous avons freiné le mouvement de masse [...] nous ne l'avons pas étouffé, mais nous l'avons canalisé. En

raison de la poursuite de la guerre, nous avons fait l'impossible pour que le mouvement des masses ne se traduise pas en grève. » Le 23 mai, le même Benoît Frachon, traitant des grèves en cours, écrit : « Nous comprenons parfaitement nos camarades qui, excédés, engagent des actions allant jusqu'à la grève. Nous leur demandons cependant de ne pas se laisser aller dans tous les sens à leur première impulsion. Il faut réfléchir. Il faut se demander pourquoi nos camarades des syndicats chrétiens, si timides d'ordinaire, vont en paroles plus loin que la CGT⁽¹¹⁾. » L'été et l'automne 1945 voient se poursuivre des mouvements. Bien sûr, cette persistance s'enracine dans une situation objective mais est aussi le produit d'une action politique. Incontestablement, des forces politiques et syndicales poussent aux grèves. Le fait est particulièrement patent dans le bassin minier du Pas-de-Calais, où la Fédération du parti socialiste impulse une ligne gauchisante qui entre en résonance avec l'attitude de la CFTC et aussi avec celle d'anciens confédérés qui tentent de regagner de l'influence dans la CGT. Dans une période où vont se mettre en place les mécanismes de la scission dans la CGT, se construit ainsi un socle de références « de gauche » auquel quelques groupes trotskystes apportent leur soutien et qu'alimente aussi l'attitude de la fédération CGT du Livre connue pour sa tradition réformiste⁽¹²⁾.

Les débats du 26^e Congrès de la CGT

Les turbulences sociales de l'année 1945 ont pour conséquence de provoquer une très importante campagne d'action psychologique dans les bassins miniers, campagne coorganisée par la direction des houillères et la CGT. Trois phases sont programmées d'août à décembre qui mobilisent une très forte logistique et se traduisent par un impressionnant travail idéologique et de convocation de meetings de masse (Waziers, Valenciennes, Aubry, Montceau...) (13). C'est dans ce contexte que se réunit à Paris, du 6 au 12 avril 1946, au Parc des expositions, le congrès de la CGT. C'est le premier congrès depuis la guerre. Autant dire

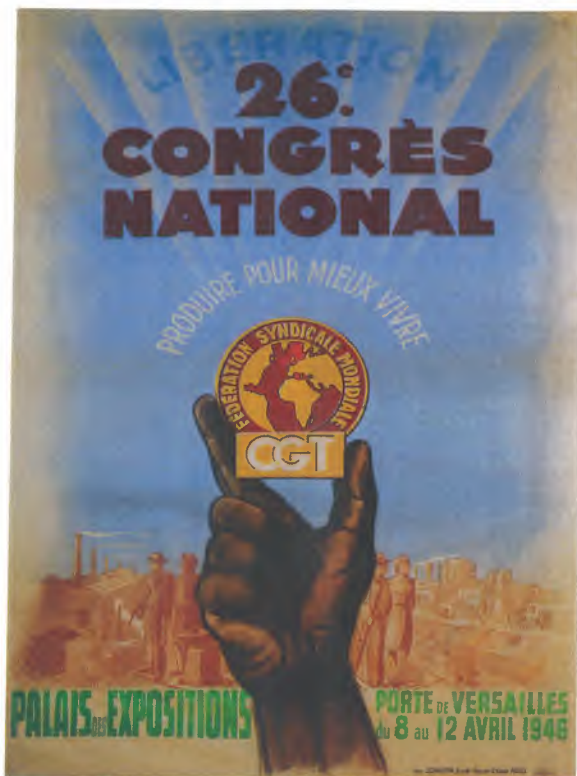
(10) Sur la situation économique, sociale et syndicale dans la période, on se reportera à Lacroix-Riz (Annie), *La CGT de la Libération à la scission – 1944-1947*, Éditions sociales/Terrains, 1983, 399 p.

(11) L'Humanité, numéro du 23 mai 1945, article « Avec le calme et la sérénité de ceux qui ont raison ». Le texte est repris dans ARJ, tome 1, p. 92.

(12) En septembre 1945, à Limoges, la Fédération du Livre déclenche une grève dirigée contre les communistes, et notamment le préfet communiste Jean Chaintron.

(13) Sur cette campagne, on se reportera à Trempe (Rolande), *Les Trois Batailles...* op. cit. pp. 212-218.

Affiche
du 26^e Congrès
de la CGT,
1946.



COLLECTION IHS-CGT

(14) Margairaz (Michel), Tartakowsky (Danielle) [sous la direction de], *Le Syndicalisme dans la France occupée*, PUR, 2008, 508 p.
(15) Girault (Jacques), Benoît Frachon, communiste et syndicaliste, *Presses de la FNSP*, 1989, p. 241.

(16) Frachon (Benoît), « Pour gagner la bataille de la production », in *La Bataille de la production*, Éditions sociales, 1946, p. 199.
(17) *En 1945*, La Vie ouvrière a peu ou pas évoqué les grèves.

(18) Compte rendu sténographié des travaux du 26^e Congrès de la Confédération générale du travail, Éditions de la CGT, p. 9.
(19) Marion, secrétaire général de la Fédération du spectacle, dénoncera la versatilité de Le Bourre, ex-unitaire passé au réformisme (Compte rendu..., p. 121).

(20) René Cochinard (UD de la Marne), Raymond Le Bourre (Fédération du spectacle), Raymond Patoux (Maine-et-Loire), Raux (alimentation, Lille), Marcel Valière (Syndicat national des instituteurs), Oreste Capocci (Fédération des employés).

qu'il est tout à la fois le congrès qui doit dresser le bilan d'une longue période de huit années et replacer la CGT dans une situation nouvelle complexe. Le congrès se déroule dans le contexte interne d'une unité officiellement restaurée depuis l'accord du Perreux du 17 avril 1943 et enregistre les évolutions intervenues depuis 1938 : les anciens unitaires, de minoritaires qu'ils étaient, sont devenus majoritaires ; les anciens confédérés sont très affaiblis, en raison notamment des ambiguïtés, voire des collaborations qui ont souvent caractérisé leur comportement durant les années noires⁽¹⁴⁾. Ces rapports de forces nouveaux déterminent les débats. Ainsi que le note Jacques Girault⁽¹⁵⁾, l'atmosphère est d'autant plus « pesante » que des signaux préscessionnistes sont apparus : depuis quatre mois, l'organe de tendance des anciens confédérés, *Résistance ouvrière*, s'est transformé en *Force ouvrière*, dont le premier numéro, paru le 20 décembre 1945, deviendra bientôt un point d'appui organique pour la scission. Plus généralement, le débat se place désormais sur un terrain directement politique, mobilisant les thématiques de la défense prioritaire des revendications et de l'indépendance syndicale. Déjà, le 17 septembre 1945, à Lens, devant une assemblée de mineurs, Benoît Frachon a ferraillé contre « les freineurs et les saboteurs » qui « poursuivent leurs campagnes systématiques contre l'augmentation du rendement » et « parlent des compagnies houillères comme vous [les mineurs] en parliez dans le passé, comme s'il n'y avait rien de changé »⁽¹⁶⁾. Présentant le rapport d'activité devant le 26^e Congrès, Benoît Frachon accorde une place très importante à « la bataille de la production », aux conditions de son lancement, et synthétise ses raisons d'être ainsi que son importance stratégique. Il dresse également un état des lieux de la situation revendicative, insistant sur les avancées obtenues et ce qu'il convient de gagner, mais ne procède pas à une analyse des grèves de 1945⁽¹⁷⁾. Introduisant le congrès, le secrétaire général de l'Union des syndicats de la région

parisienne, Eugène Hénaff, a pour sa part considéré, et cela est fondamental, que « la classe ouvrière conserve en France la direction des opérations en faveur de la renaissance [et] joue son rôle moteur »⁽¹⁸⁾. Plusieurs intervenants dressent d'ailleurs le bilan des actions sectorielles. Henri Tournemaine présente les résultats spectaculaires obtenus par les cheminots en lien avec les fédérations des métaux et du bâtiment. Alice Brisset, de la Fédération de l'habillement, évoque les conditions particulières de la mobilisation dans son secteur. Augustin Duguet, de la Fédération du sous-sol, soulève le congrès en égrenant les résultats obtenus... Les anciens confédérés vont tenter d'affronter ces appréciations majoritaires en faisant entendre, comme le dit René Cochinard, « le son de cloche de la base » ou critiquer, comme le déclare Raymond Le Bourre, « l'optimisme exagéré » du rapport de Frachon⁽¹⁹⁾. Six d'entre eux interviennent⁽²⁰⁾. L'intervention de Marcel Valière, du Syndicat national des instituteurs, qui a été très fortement chahutée par le congrès, est particulièrement mise en relief par le journal *Force ouvrière* qui consacre une page entière à cette « brillante intervention [...] une des plus remarquables prises de position [...] depuis le début du congrès »⁽²¹⁾. Valière, reprenant une expression de Marceau Pivert, dirigeant de la « gauche socialiste » d'avant la guerre, considère que, au « lendemain de la Libération [...] comme en 1936, plus qu'en 1936 peut-être, tout était possible » et décrit ensuite la situation des ouvriers sacrifiés par la CGT « qui s'est endormie dans l'euphorie patriotique ». Valière considère qu'aujourd'hui « la bourgeoisie surmonte son désarroi » et que « les travailleurs, sous-alimentés, écrasés par un marché noir plus florissant que jamais, voient s'amenuiser inexorablement leur pouvoir d'achat tout en s'étendant à gagner la bataille de la production dans le cadre du capitalisme »⁽²²⁾. Il dénonce le mot d'ordre de « bataille de la production » qui conduit au freinage ou à la condamnation des mouvements revendicatifs et déclare : « la pause n'a que trop duré [...] la CGT doit faire confiance aux méthodes d'action directe et de lutte de classe ; elle doit reprendre l'effort entrepris en juin 1936 par la révolte ouvrière ». En mobilisant le vocabulaire de l'autonomie ouvrière et de l'action directe, Marcel Valière opère une critique « de gauche » de la majorité de la CGT, mais il ne convainc pas pour autant le Congrès⁽²³⁾. De manière générale, les anciens confédérés s'inscrivent dans la logique de l'argumentation de Valière et dénoncent fortement la subordination du syndicat au parti. Ils font alors grand cas de la grève dans son principe, et le vieux dirigeant réformiste Oreste Capocci se fait l'apôtre de « l'arme ultime des travailleurs »⁽²⁴⁾. Question sensible par-dessus tout, l'évocation de la grève provoque un incident. Raux, représentant du Syndicat de l'alimentation de Lille, ayant noté qu'un intervenant parlant de la grève avait été sifflé, s'entend répondre : « on siffle les traîtres », « qu'est-ce que tu as fait pendant la guerre », « tu ne l'as peut-être pas faite pendant la guerre, la grève »⁽²⁵⁾... Ces discours s'appuient sur le fait que nombre de revendications sont justifiées et que la conscience de se trouver dans une situation où la classe ouvrière dispose de « nouvelles

positions » est loin d'être spontanée. Paul Delanoue explique bien la difficulté qu'il y a à faire comprendre que les objectifs des travailleurs pouvaient être atteints par un effort productif accru et non par la grève: « Certes, il est parfois difficile, pour le militant ouvrier, de parler un tel langage devant les masses sous-alimentées, mal ravitaillées avec des salaires insuffisants; mais il faut savoir aller quelquefois à contre-courant ⁽²⁶⁾. » Dans cette bataille idéologique, les anciens confédérés, autrefois portés à la nuance, aux accommodements et aux compromis, forcent très puissamment la polémique. En effet, non seulement la CGT, ainsi que l'a indiqué Benoît Frachon dans son rapport d'activité, n'a rien lâché sur les principes, mais elle est parvenue à engranger des résultats non négligeables et, dans les semaines précédant le 26^e Congrès, la CGT, qui a toujours revendiqué le retour au régime des heures de travail de 1936, a obtenu qu'une nette majoration intervienne à partir de la 41^e heure: le 25 février 1946, trois mois après la nomination d'Ambroise Croizat au ministère du Travail, une loi est adoptée qui établit des majorations de 25 % du salaire horaire pour les heures supplémentaires de la 41^e à la 48^e heure, et de 50 % au-delà. En avril, la hausse qui en résulte atteint environ 4,4 % dans le bâtiment, 3,1 % dans les métaux et 2,9 % pour l'ensemble des industries de transformation. Auparavant, un arrêté en date du 7 janvier 1946 a prévu d'adjoindre des primes pour travaux dangereux et insalubres aux salaires légaux. Comme l'indique Annie Lacroix-Riz, « au printemps de 1946, la majorité de la CGT est donc fondée à affirmer que la situation des travailleurs, sans être satisfaisante, évolue favorablement » ⁽²⁷⁾. On le voit, dix-huit mois après son déclenchement, « la bataille de la production » continue de constituer un repère fondamental. Elle caractérise la démarche de la CGT dans la période en établissant la classe ouvrière dans une position offensive. Dans ses diverses dimensions, « la bataille de la production » place en effet la classe ouvrière en posture de direction de la société. Non seulement elle démontre ses capacités propres, son sens national, mais aussi son aptitude à coopérer avec d'autres, de manière telle que se combinent des savoir-faire et s'acquièrent aussi des compétences plus générales. En tout cas, les efforts réalisés aboutissent à des résultats très spectaculaires, ainsi que le montre le tableau ci-contre.

Dans ce contexte, faut-il comprendre comme une promesse d'avancées nouvelles le fait qu'un décret en date du 3 janvier 1946 décide de l'établissement d'« un premier plan d'ensemble pour la modernisation et l'équipement économique de la métropole et des territoires d'outre-mer »? Incontestablement, bien que dans des conditions difficiles et peut-être à cause d'elles, la période pousse aux innovations sociales et aux initiatives politiques. Mais cette capacité de la classe ouvrière à faire irruption dans le fonctionnement de la société, à prendre en mains son



Affiche pour la bataille de la production, 1945.

destin propre ainsi que, le croit-on un moment, celui de la nation, va se heurter à tous ceux qui ne veulent pas lâcher le contrôle du vieux monde et entendent le faire tourner pour leur propre compte. Le 11 octobre 1948, présentant l'activité de la CGT devant le 27^e Congrès confédéral, Benoît Frachon déclare avec quelque amertume: « Nous avons été, dès le lendemain de la Libération, les promoteurs d'une campagne pour la renaissance économique et le développement de la production. Nous sommes encore aujourd'hui les seuls partisans conséquents d'un effort national pour cette renaissance ⁽²⁸⁾. » Et d'évoquer le « programme sérieux de reconstruction, de modernisation et de développement des bases essentielles de l'économie française » que représentait le plan Monnet. Certes, le secrétaire général de la CGT déclare qu'il ne convient pas d'entretenir d'illusions sur une planification en régime capitaliste, mais il souligne que la CGT a participé à l'élaboration du plan et que des militants ont travaillé dans « les diverses commissions » et en ont même présidé quelques-unes. Mais cette dynamique péniblement mise en route a été brisée: « on a substitué le plan Marshall au plan Monnet; le plan des expansionnistes de Washington au plan de redressement de la France ».

André NARRITSENS

Indices de la production industrielle (base 100 en 1938)*		
	Moyenne de chaque année	Mois de mai de chaque année
1944	—	35 (en novembre-décembre)
1945	—	42
1946	84	90
1947	99	106
1948	113	117

* Dupré (Georges), La France de 1945 à 1965, Armand Colin, 1968, p. 38.

(21) Force ouvrière, numéro du 11 avril 1946.
 (22) Compte rendu..., p. 62.
 (23) Le rapport d'activité est approuvé à 82 % (22 077 voix pour, 3 263 voix contre, 352 abstentions).
 (24) Compte rendu..., pp. 128-129.
 (25) Compte rendu..., p. 78.
 (26) Delanoue (Paul), « Nouvelles Positions de la classe ouvrière », in Servir la France, n° 2, mars 1945. Paul Delanoue est, à cette époque, secrétaire de la Fédération de l'Éducation nationale.
 (27) Lacroix-Riz (Annie), « Salaires, prix et luttes revendicatives en 1946-1947 », Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, n° 12-13, 1975.
 (28) Compte rendu sténographié des travaux du 27^e Congrès de la Confédération générale du travail, Editions de la CGT, pp. 25-26.